



COMMUNE DE VILLENES SUR SEINE

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

DECISION N°2023/100 DU 31 MARS 2023

Annule et remplace la décision n°2023/089 du 20 mars 2023

Réf. JPL/DJ/AG

OBJET : REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (RODP) – AUTORISATIONS DE VOIRIE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2122-22,

VU la délibération du Conseil Municipal n°2020/031 en date du 4 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal a délégué ses pouvoirs au Maire, pour la durée de son mandat, afin de fixer dans une limite de 100€/m²/mois et 10€/ml/mois les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

VU la décision 2021/2085 du 13 décembre 2021, fixant les tarifs communaux d'occupation du domaine public

CONSIDÉRANT que toute occupation privative du domaine publique nécessite une autorisation préalable et qu'elle donne lieu au versement obligatoire d'une redevance,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'actualiser les tarifs communaux d'occupation du domaine public pour l'année 2023,

DECIDE

Article 1

Les tarifs communaux sont fixés comme suit à compter du 1^{er} avril 2023 :

TYPE D'AUTORISATION DE VOIRIE	TARIFS TTC
Place de stationnement réservée	9,20€/place de stationnement/jour
Déménagement	63€/camion/jour
Echafaudage et grue	0,32€/ml/jour
Dépôt de Benne	63€/unité/semaine
Autres installations ou aménagements (<i>base-vie, emprise de chantier, cabane pour alimentation, etc.</i>)	0,74 €/m ² /jour
Bulle de vente	100€/m ² /mois
Place réservée pour les convoyeurs de fond	1000€/place/an
Manège (et/ou autres installations associées)	0,30€/m ² /jour

REÇU EN PREFECTURE

Le 03/04/2023

Application agréée E-legalite.com

Article 2

Il sera appliqué un minimum de perception de 60 €.
Les recettes seront inscrites au budget de la Commune.

Article 3

Pour toute annulation ou report demandés moins de 72h (hors weekend et jours fériés) avant le début de la prestation, un forfait de 60 € sera facturé au permissionnaire (hors cause intempéries).

Article 4

Sont exonérées de droit (article L. 2125-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques) les RODP pour les occupations ou utilisations par des associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général, les occupations ou utilisations lorsqu'elles contribuent à assurer la conservation du domaine public lui-même ou pour l'exercice de missions liées à la sécurité ou à l'ordre public, ou lorsqu'elles sont nécessaires à un service public bénéficiant gratuitement à tous.

Article 5

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud – 78 000 Versailles) ou par voie dématérialisée, sur le site www.telerecours.fr.

Article 6

La présente décision sera inscrite au registre des arrêtés de la commune.
Ampliation sera adressée au Sous-Préfet de Saint-Germain-en-Laye.



Jean-Pierre LAIGNEAU

Maire de Villennes-sur-Seine

A large, stylized handwritten signature in blue ink, written over the printed name of the Mayor.

REÇU EN PREFECTURE

le 03/04/2023

Application agréée E-legalite.com

99_AR-075-217806728-20230331-2023_100-AR